Le discours de Sarkozy sur le système national de recherche et d'innovation

Commentaires du SNCS-FSU

sncs-fsu 26 janvier 2009

Discours commenté de Sarkozy
à l'occasion du lancement de la réflexion pour une stratégie nationale de la recherche et de l'innovation
Palais de l'Élysée Jeudi 22 janvier 2009

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les présidents d'universités, directeurs de grandes écoles et d'organismes de recherche,

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprises

Sarkozy

Au cœur d'une crise telle que le monde n'en a jamais connu, c'est un devoir pour nous de mettre en place dès aujourd'hui les atouts qui permettront à la France de sortir renforcée de l'épreuve. La recherche et l'innovation c'est la clé pour que notre pays sorte renforcé de cette crise sans précédent

SNCS-FSU

Cet intérêt de Sarkozy pour nos secteurs est un progrès car, depuis le début de sa carrière, il est surtout connu pour ses positions sur la sécurité et l'identité nationale. Il ne s'est jamais intéressé à la recherche et à l'enseignement supérieur, sauf à signer la liste des pôles de compétitivité, déjà toute prête, quand il était revenu au Ministère de l'intérieur. Mais il n'est jamais trop tard, *si* c'est pour bien-faire.

Sarkozy

J’ai eu l’occasion de le dire lors des assises européennes de l'innovation : face à la crise, il serait catastrophique de nous replier sur nous-mêmes, il serait catastrophique d’attendre frileusement que ça passe, cette stratégie là de l’immobilisme, de la frilosité et du repli sur soi, elle nous est interdite ce n’est pas une question d’idéologie, ce n’est pas une question de droite ou de gauche, c’est une question de bon sens, il n’y a aucune espérance à attendre d’une stratégie faite d’immobilisme et de repli sur soi.

SNCS-FSU

Personne n'est pour l'immobilisme. En fait, Sarkozy esquive ou minimise les vraies raisons la situation française pour faire retomber les causes des difficultés sur le secteur public d'enseignement et de recherche qu'il veut démolir. Les raisons déterminantes des difficultés sont le faible taux de de la recherche/PIB et la faiblesse du financement par étudiant dans les universités, très inférieur à la moyenne OCDE.

Sarkozy

La crise nous donne l'occasion d'accélérer la modernisation des structures obsolètes et de changer nos mentalités, parce que dans notre pays ce n'est pas une chose que l'on fait facilement et pourtant il faut le faire. En ce qui concerne notre effort de recherche et d'innovation. Je n'ai pas besoin de vous convaincre de la dimension cruciale que cela aura dans le monde nouveau qui se dessine.

SNCS-FSU

L'évocation d'entrée de la récente crise sert à justifier la démolition de notre système de recherche, en fait décidée depuis 2007. Le caractère idéologique et politicien du discours est notamment illustré par le fait que Sarkozy ne dit rien sur une enquête de la direction de la prévision du ministère qui prévoit une chute du nombre d'étudiant et de docteurs.

Sarkozy

Il y a quelques mois, avec le Premier ministre nous avons chargé Valérie PECRESSE, de coordonner la définition d'une stratégie nationale de recherche et d'innovation. Pourquoi ?

SNCS-FSU

Organiser la définition d'une stratégie nationale de la recherche et de l'innovation avec un comité entièrement nommé, sur des thèmes prédéterminés, en choisissant arbitrairement les participants à chaque thème, est une imposture. De plus, les membres de ce comité de pilotage, qui ont écouté sans broncher ce discours, haineux pour les scientifiques et notre système d'enseignement supérieur et de recherche, sont discrédités à jamais vis-à-vis de la grande majorité des chercheurs.

Sarkozy

Parce qu'en l'absence d'une stratégie claire dans ce domaine et avec un système d'enseignement supérieur et de recherche inadapté aux défis de la connaissance et de la croissance du XXIème siècle, il ne fallait pas s'étonner que la France éprouve des difficultés à tirer son épingle du jeu. Ce n'est pas parce que l'on a une stratégie qu'on réussit, mais honnêtement quand on n'a pas de stratégie on a assez peu de chance de réussir.

SNCS-FSU

Il existe en France un Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques qui aurait pu organiser cette consultation, un Conseil supérieur à la recherche et à la technologie, un Comité national de la recherche scientifique officiellement chargé de la prospective, des organisations et associations de scientifiques représentatives. Tous sont ignorés

Sarkozy

Et nous ne sommes pas aujourd'hui dans le peloton de tête des pays industrialisés pour la recherche et l'innovation. Il y a une raison à cela quand même, c'est parce que bien souvent on a reculé devant la nécessité de réformer nos universités et de nos organismes de recherche. Je n'accuse personne, c'est un constat que chacun peut faire, il y a toujours des bonnes raisons de ne pas faire la réforme, mais au total ça fait des mauvaises raisons.

SNCS-FSU

En matière d'innovation, le retard est surtout dû au fait que les firmes privées françaises consacrent 1,1 % du PIB à leur propre recherche, les firmes allemandes ou américaines 1,7 % et les suédoises ou japonaises, 2,5 %.

Sarkozy

Il faut bien reconnaître que depuis des décennies, le conservatisme l'a toujours emporté. Personne n'était content de l'état actuel, mais on avait tellement de craintes sur le mouvement de réformes qu'on se disait dans le fond il vaut mieux garder un mauvais système, plutôt que d'aller vers un système qui pouvait être pire, mais les forces du conservatisme et de l'immobilisme ont toujours triomphé. Il faut que cela cesse.

SNCS-FSU

Depuis le nouveau gouvernement, il n'a jamais été possible de discuter avec V. Pécresse des propositions des syndicats et de SLR, d'avoir la moindre discussion sur les grandes orientations de sa politique. Les problèmes ont été saucissonnés et confiés à des "missions" entièrement nommées

sncs-fsu 26 janvier 2009

Sarkozy

L’enseignement supérieur, la recherche et l’innovation sont notre priorité absolue.

SNCS-FSU

Ils l'ont surtout été pour le montant absolu des crédits supprimés fin 2008 où le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche arrive premier, juste avant l'environnement.

Sarkozy

Il fallait des moyens supplémentaires, grand débat en France, il n'y a aucun domaine ou l'on vous dit on a trop de moyens. On commence à discuter, vous payez d'abord on discute ensuite. Il y a plus d'abord, mieux après. Les moyens supplémentaires, chère Valérie, on les a engagés avec le Premier ministre et on va continuer à le faire. Nos universités bénéficient depuis le budget 2008 d'augmentations de leurs moyens et je l'affirme comme elles n'en ont jamais connu. La dépense par an et par étudiant a augmenté de 1000 euros depuis 2007 et elle augmentera encore de 37 % sur la période 2009-2011, nous plaçant enfin en 2012 au-delà de la moyenne des pays de l'OCDE. On ne s'en glorifie pas, mais on était en deçà. On va passer au-delà. Aucun gouvernement n'avait jusqu'alors réalisé un tel effort en si peu de temps, aucun.

SNCS-FSU

Ceci est totalement faux. Avec 3 % d'inflation en 2008, le budget 2008 est en baisse en euros constant (hors croissance des cotisations retraite). Pour 2009, les crédits budgétaires de la MIRES augmentent de 3,8 % en euros constants, dont la moitié pour les cotisations retraites. Certes hors crédits budgétaires il y a 150 millions du Plan campus sur le milliard promis (un peu plus avec le plan de relance ?). L'emploi statutaire diminue, la précarité augmente, les crédits des labos baisseront, y compris en tenant compte de l'ANR. Quand à additionner les Partenariats public-privé (qui sont en fait des prêts à rembourser) aux ressources universitaires c'est aussi intelligent que si un individu additionnait son salaire et ses emprunts pour calculer ses revenus.

Sarkozy

Les premières dotations en capital sont en train d'être annoncées pour le plan Campus, avec plusieurs centaines de millions d'euros qui seront affectés en dotation en capital à chacun des dix projets sélectionnés. D'ailleurs, je dois vous dire, c'est une révolution totale. L'idée de dire qu'enfin, en France, on est capable de choisir des projets. Dix. Est-ce qu'il en faudra plus, Valérie, on verra. Mais vous avez fait quelque chose d'exceptionnel : accepter l'idée qu'il y avait des projets d'excellence qui devaient passer devant les autres. C'est une affaire qui n'est pas évidente en France, on commence à vous dire plus, plus d'argent. Et pour tout le monde, même ceux qui n'avaient pas d'idée d'utilisation.

SNCS-FSU

Le mépris de la dernière phrase est scandaleux. Il est conseillé à Sarkozy de comparer le siège des banques (tiens! ils ont pris l'argent de l'Etat et n'ont pas vendu leur patrimoine, à retenir pour Paris XI) et l'université de Reims en partie fermée pour raison de sécurité.

Sarkozy

Là, on a fait dix projets et ces dix projets ont été sélectionnés sur des critères incontestables. Et ce sont 750 millions d'euros d'investissements supplémen-taires, Cher Patrick DEVEDJIAN, qui sont dégagés au titre du plan de relance en 2009 – c'est-à-dire en plus du plan campus, on remet 750 millions de plus pour développer des équipements universitaires et scientifiques qui n'avaient jusqu'alors, pas pu être financés faute de budget. Dans la relance, on a pris une partie de l'enveloppe, gérée par Patrick DEVEDJIAN, et on la met dans l'enseignement supérieur et dans la recherche.

SNCS-FSU

La recherche représente 0,23% du plan de relance, les bâtiments universitaires 2%. Cela fait au total 2,5% du "plan de relance", principalement constitué par un complément sur le Plan campus.

Sarkozy

La très grande compétence et l'engagement des personnels des universités vont être récompensés. 250 millions d'euros sont prévus pour la revalorisation de leurs carrières pour les trois prochains exercices budgétaires, en plus des quelques 800 millions d'euros dont ils bénéficieront au titre des mesures de revalorisation générale de la fonction publique.

SNCS-FSU

A supposer que ces dires soient tenus, sur une masse salariale de l'ordre de dix milliards, c'est accroître en euros constants les carrières moyennes de l'ordre de 1 % par an, sous forme de primes individualisées. Et si on alignait les revenus des banquiers sur ceux des directeurs de recherche ?

Sarkozy

Les études doctorales seront enfin prises en compte comme expérience professionnelle, ce qui, là aussi, va permettre une revalorisation significative de tous les débuts de carrière pour les jeunes docteurs. Évidemment, si on les prend en compte, ça revalorise la carrière des jeunes docteurs. J'entends parler de cette revalorisation depuis que j'ai commencé à faire de la politique. Et c'était une revendication de tous les syndicats.

SNCS-FSU

S'il est bien d'appliquer aux enseignants-chercheurs les mesures de validation des services antérieures au recrutement, prises pour les chercheurs par Hubert Curien en 1991, un jeune maître de conférence aura, quand même, à âge égal, un salaire deux fois moindre qu'un cadre sorti d'une très moyenne école de management ou de gestion. De plus, il serait important d'appliquer les mêmes méthodes de validation aux techniciens et ingénieurs qui sont un rouage important dans la recherche.

sncs-fsu 26 janvier 2009

Sarkozy

Nous sommes en train de revoir entièrement le décret statutaire qui organise les services et les promotions des enseignants chercheurs. Je sais que là, cela inquiète. Il s'agit de donner aux universités autonomes les moyens d'organiser au mieux leur politique de formation et leur politique scientifique. Si elles sont autonomes, cela devra se traduire dans l'autonomie de leur politique scientifique et de leur politique de formation sinon, pourquoi seraient-elles autonomes ? Il s'agit aussi de permettre aux meilleurs talents, en recherche, pour l'enseignement et les multiples tâches indispensables dans une université moderne d'être enfin reconnus et récompensés. La condition que l'on y met, c'est d'évaluer ces activités, et de les évaluer régulièrement pour chaque enseignant chercheur. Franchement, la recherche sans évaluation, cela pose un problème. D'ailleurs toute activité sans évaluation pose un problème. C'est le Conseil National de Universités, organe indépendant des universités, qui conduira cette évaluation. Ecoutez, c'est consternant mais ce sera la première fois qu'une telle évaluation sera conduite dans nos universités, la première. En 2009. Franchement, on est un grand pays moderne, c'est la première fois.

SNCS-FSU

Les chercheurs et les laboratoires des organismes de recherche sont évalués depuis près de 50 ans. Que Sarkozy arrête de discréditer notre milieu : l'évaluation de toutes les activités et leur prise en compte dans les carrières est l'une des multiples propositions de la communauté scientifique reprise par les Etats généraux de 2004. Cela a été soutenu par tous les syndicats. Le conservatisme de la droite a mis cinq ans pour faire cette réforme évidente et qui ne coûte pratiquement rien

sncs-fsu 26 janvier 2009

Sarkozy

Inutile de dire que je soutiens totalement l'action de Valérie PECRESSE. Dans leur immense majorité les enseignants chercheurs apportent leurs compétences avec un dévouement admirable à nos universités. Ils n'ont rien à redouter de cette réforme. Elle est faite pour les encourager, pas pour les décourager. Moi, je vois dans l'évaluation, la récompense de la performance. S'il n'y a pas d'évaluation, il n'y a pas de performance.

SNCS-FSU

Le projet de décret rencontre l'hostilité de toutes les organisations, pour des raisons qu'elles ont clairement explicitées. Les deux tiers des présidents et vice-présidents de section du CNU se sont prononcés contre (chaque section comprend des élus et des nommés), les pétitions et actes de grève se multiplient, mais Sarkozy persiste et signe.

Sarkozy

Quant aux dépenses de recherche et développement, elles ont commencé à remonter à 2,16 % du PIB en 2008 après avoir chuté jusqu'à 2,12 % en 2007.

SNCS-FSU

Personne ne connaît les chiffres de 2008. Il faut généralement attendre le mois de mai pour avoir une estimation qui est systématiquement revue à la baisse par la suite. Sarkozy oublie de dire que la DIRD/PIB était à 2,4 % en 1993 quand il commença sa carrière comme secrétaire d'Etat ... au budget. Depuis elle est en baisse continue, à l'exception d'une (trop) faible remontée de 1998 à 2002. La France est l'un très rares pays dans ce cas. Elle est désormais en quatorzième place mondiale pour son le ratio financement de sa recherche / PIB

Sarkozy

Nous avons injecté 800 millions dans la recherche en 2008 et nous continuerons à injecter des moyens. Avec le Premier ministre nous ne posons qu'une condition, que les réformes continuent.

SNCS-FSU

Sur les "800 millions [prétendument] injectés dans la recherche" en 2008 (euros courants), près de 500 ont été supprimés par la loi rectificative de finances en décembre 2008. Le reste est allé au crédit d'impôt. Pour seulement maintenir le pouvoir d'achat des crédits budgétaire publics (3 % d'inflation), il eut fallu 300 millions de plus, dont on n'a pas vu la couleur. En 2008, le financement de la recherche publique a significativement baissé.

Sarkozy

Il n'y aura pas de moyens supplémentaires sans les réformes. C'est une condition si qua non. Des instruments puissants comme le Crédit Impôt Recherche ont été développés, aujourd'hui vous disposez Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprises et vous avez d'ailleurs pris des décisions - je pense à Thales notamment - du système fiscal en faveur de la recherche le plus attractif au monde, au monde.

SNCS-FSU

Le Parlement et la Cours des comptes se questionnent sur l'efficacité du crédit d'impôt recherche D'après le dernier discours de Sarkozy (Innovation en Europe), Bercy, la haute administration et la commissions des finances de l'Assemblée sont très loin d'être convaincus. On peut donc en conclure que si la recherche privée ne se réforme pas, si le crédit d'impôt n'a pas d'effet incitatif sur l'investissement du privé dans la recherche, il sera supprimé. A suivre.

Sarkozy

Alors la bataille de l'intelligence, je crois que nous l'avons engagée ! Et bien engagée ! On la mènera jusqu'au bout, mais vraiment les moyens supplémentaires, si les réformes prospèrent et si l'évaluation se développe. Sinon, on arrête.

SNCS-FSU

La bataille est tellement bien engagée que la direction de la prévision du ministère prévoit que, en dix ans, le nombre d'étudiants diminuera de 10 %, celui de docteurs de 33 %.

Sarkozy

Je ne vois nulle part qu'un système d'universités faibles, pilotées par une administration centrale tatillonne soit une arme efficace dans la bataille pour l'intelligence. C'est au contraire un système infantilisant, paralysant pour la créativité et l'innovation. C'est pour cela que l'on a donné l'autonomie aux universités. D'ailleurs, on n'a rien inventé de très original. L'autonomie, c'est la règle pour tous les pays où il y a des universités qui se développent. Il n'y a pas un seul exemple à travers le monde, de grandes universités qui ne soient autonomes. Eh bien, il a fallu attendre le 1er janvier de cette année 2009 pour avoir l'autonomie. Et je souhaite que nous allions plus vite, plus loin dans l'autonomie. Je crois notamment que les universités doivent bénéficier de la pleine propriété de leur patrimoine, que cela peut être un levier d'action très puissant pour exercer cette autonomie.

SNCS-FSU

Sarkozy semble ignorer que les universités sont autonomes depuis la loi Edgar Faure. S'il fallait apporter des améliorations importantes au fonctionnement des universités, c'est dans un sens inverse de celui de la LRU. A l'inverse, il s'agit de tuer le CNRS "trop autonome".

Sarkozy

Nulle part dans les grands pays, sauf chez nous, on n'observe que des organismes de recherche sont à la fois opérateurs et agences de moyens à la fois, acteurs et évaluateurs de leur propre action. Je vois que cela peut être confortable. Je pourrais en tirer quelques conclusions pour moi-même. C'est un système assez génial d'ailleurs, celui qui agit est en même temps celui qui s'évalue. Qui peut penser que c'est raisonnable ? Cela peut provoquer un certain confort, un confort illusoire du moment parce que l'on voit bien les limites de l'exercice. Nulle part comme en France on a autant multiplié les instituts, agences, groupements et autres organismes microscopiques qui diluent les moyens, les responsabilités, tirent chacun à hue et à dia, et gaspiller temps et argent.

SNCS-FSU

L'inculture de Sarkozy est bien connue, mais il a en principe des conseillers. Il existe des organismes dans pratiquement tous les pays : Etats-Unis, Japon, Allemagne, Espagne, Italie.... Il faut une grande page pour dessiner l'organigramme de la recherche allemande qui a quatre type d'organismes et une agence. A fortiori pour le système américain et sa foultitude d'agences ... et d'organismes. Quant aux "organismes microscopiques", ce n'est pas le cas du CNRS ou de l'INSERM qu'on fait exploser en Instituts. Pour simplifier ou pour piloter d'en haut ?

Sarkozy

Notre organisation « à la française » donne-t-elle de meilleurs résultats ? Est-ce qu'il suffit de dire que c'est une organisation "à la française" pour considérer que l'on a clos le problème, refermé le dossier, exploré toutes les pistes ? Je rappelle qu'elle repose sur des bases définies au lendemain de la seconde guerre mondiale, complétées à la fin des années 60, dont les archaïsmes et les rigidités ont été soigneusement figées au début des années 80. On a réfléchi en 1945, on a encore un peu réfléchi dans les années 60 et on a annoncé que l'on arrêté de réfléchir dans les années 80. Nous sommes en 2009. Est-ce raisonnable ?

SNCS-FSU

A l'évidence, Sarkozy n'a pas compris les mouvements de fonds qui ont touché la recherche française. Ainsi, bien que cela ne se voit pas dans les statistiques telles qu'elles se font, une proportion très importante de laboratoires de physique ou de chimie travaille désormais en relation ou en amont d'autres champs disciplinaires, la biologie notamment.

Sarkozy

Certes nos meilleurs chercheurs obtiennent des récompenses prestigieuses : un prix Nobel et un prix Turing l'année dernière, deux prix Nobel cette année. Nous avons des domaines d'excellence reconnus et enviés dans le monde entier, mathématiques, physique et aux sciences de l'ingénieur. Mais ces admirables chercheurs et ces points forts - j'ose le dire -ne sont-ils pas l'arbre qui cache la forêt ? Ne servent-ils pas parfois d'alibi aux conservateurs de tous poils, que l'on trouve à droite en nombre certain et à gauche en nombres innombrables. Je dis innombrables à gauche car ils sont plus nombreux.

SNCS-FSU

Il y a peu de temps, l'attaque contre la recherche française était : "On n'a pas de prix Nobel". Maintenant qu'il y en a : "c'est l'arbre qui cache la forêt". C'est "pile je gagne, face tu perds".

Sarkozy

Nous restons largement derrière l'Allemagne et la Grande Bretagne pour ce qui est de la part des publications scientifiques françaises dans le monde, - je ne parle pas bien sûr des États-Unis, du Japon et maintenant de la Chine, qui prend son envol.

SNCS-FSU

Le discours est bien construit pour manipuler les gens. Certes, la France a moins de publications que l'Allemagne et, a fortiori, que le Japon, les Etats-Unis ou la Chine. Mais cela est simplement dû à un effet de taille. Une publication française coûte comme dans les autres pays et même plutôt moins cher. Seul un pays semble avoir un "rendement" (dépenses/nombre de publications) bien meilleur à *tous* les autres, c'est le Royaume-Uni, sans qu'on sache si c'est une réalité ou s'il y a un biais statistique (façon de comptabiliser les coûts).

Sarkozy

La recherche serait-elle uniquement une question de moyens et de postes ? Comment donc expliquer qu'avec une dépense de recherche plus élevée que celle de la Grande Bretagne, plus élevée et environ 15% de chercheurs statutaires en plus, que nos amis Anglais, la France soit largement derrière elle pour la part de la production scientifique dans le monde ? Il faudra me l'expliquer ! Plus de chercheurs statutaires, moins de publications et pardon, je ne veux pas être désagréable, à budget comparable, un chercheur français publie de 30 à 50% en moins qu'un chercheur britannique dans certains secteurs. Évidemment, si l'on ne veut pas voir cela, je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé……

SNCS-FSU

Cette dernière phrase, appuyée sur un argumentaire faux est un pur scandale. Que le Président de la République donne à l'ensemble des Français une telle description d'un laboratoire public est une ignominie. Si les auteurs de cette critique avaient été dans la salle, ils auraient eu sûrement envie de délacer leurs chaussures

Sarkozy

On peut continuer, on peut écrire. C'est une réalité et si la réalité est désagréable, ce n'est pas désagréable parce que je le dis, c'est désagréable parce qu'elle est la réalité, c'est quand même cela qu'il faut voir. Arrêtez de considérer comme sacrilège celui qui dit une chose et voir si c'est la réalité. C'est la réalité qu'il faut contester dans ce cas là

SNCS-FSU

Dans un texte, sur ce site depuis longtemps (texte site sncs.fr), nous écrivions : "La deuxième difficulté [pour faire des comparaisons internationales] vient du fait que les services statistiques nationaux ne comptent pas encore de la même façon. Ainsi beaucoup de pays ne décomptent pas les postdocs et les doctorants parmi les chercheurs, particulièrement les Anglo-saxons : si on compare le coût d'une publication par chercheur (critère souvent utilisé), cela n'a aucun sens". Or c'est exactement l'argument qu'utilise Sarkozy pour assassiner le système français.

Sarkozy

La valorisation et les transferts de technologie de la recherche vers les entreprises donnent en France - je veux le dire -des résultats médiocres, médiocres et ceci nous prive des centaines de milliers d'emplois que sont capables de créer les grands campus nord américains comme l'Université de Californie à Berkeley, ou même européens comme les campus néerlandais, britanniques et allemands qui génèrent à partis de clusters beaucoup d'emplois, beaucoup de valeur ajoutée et beaucoup de créations de richesse.

SNCS-FSU

Tout d'abord, les universités américaines ne prennent que 2 % du total des brevets des Etats-Unis. Si le transfert se fait facilement aux Etats-Uis, c'est parce que leurs firmes privées investissent beaucoup plus que les nôtres dans la recherche. Pour faire du transfert, il faut être deux, comme le dit Sarkozy lui-même.

Sarkozy

C’est en France que la part du privé dans le financement de la recherche est, de loin, la plus faible de tous les pays comparables et tenez-vous bien cela s'aggrave car ces dernières années cela à tendance à diminuer. Nous avons poussé les incitations fiscales au maximum avec le crédit impôt recherche à 30 %. C’était nécessaire, mais il faut aller plus loin pour susciter une recherche privée de qualité. Il nous faut sans doute orienter les instruments dont nous disposons davantage vers la création et le développement de PME innovantes. La recherche privée française doit encore se développer massivement.

SNCS-FSU

Là, c'est yaka !

Pas de réformes en vue.

Sarkozy

Nous n'avons pas en France cette culture qui fait que pour un chef d'entreprise américain ou allemand,la recherche est une source de création de richesse et de croissance. Pour nous trop souvent la recherche est considérée par les entreprises françaises comme une sorte de luxe parfois superflu et pour les grandes entreprises françaises qui font beaucoup de R&D, la recherche s'exerce trop en vase clos, en interne, comme si les idées venues de l'extérieur étaient suspectes et qu'il serait, dangereux de s'y frotter. Nous devons changer cela. Les entreprises grandes et petites doivent puiser dans le vivier formidable de la recherche publique, en lui confiant des contrats, en nouant des partenariats, en embauchant ses chercheurs. Nous avons tout mis en place pour cela et j'attends de cette réflexion sur la stratégie nationale de recherche et d'innovation qu'elle serve à mobiliser les entreprises pour changer les habitudes.

SNCS-FSU

Tiens la recherche publique est un vivier formidable ! Alors qu'est ce qu'on fait ? On arrête les aides de l'Etat au privé, qui sont les plus élevées du monde, jusqu'à ce que les excellentes propositions ci-dessus (pour une fois issues et recopiées de celles faites par les organisations des scientifiques) jusqu'à ce que cela "change" ? Y aurait-il autoritarisme pour le public et un laxisme pour le privé ?

sncs-fsu 26 janvier 2009

Sarkozy

D’autant plus qu'il est absurde d'opposer recherche appliquée et recherche fondamentale. Il n’y a qu’en France qu’on arrive à faire croire que recherche privée et recherche publique s’opposent, alors que c'est dans les pays où les financements privés de la recherche sont les plus importants que les prix Nobel sont les plus nombreux et la recherche fondamentale la plus féconde. Il nous faut créer ce cercle vertueux d’une recherche privée et d’une recherche publique qui se complètent. Le couple formera un moteur extraordinaire pour la croissance et l’emploi si l'on veut bien arrêter de faire de l’idéologie, de faire du combat politique partisan et si l'on veut accepter une définition pragmatique de ce qu'il y a de meilleur pour la recherche, l'enseignement supérieur, l'université dans notre pays.

SNCS-FSU

Là encore Sarkozy caricature. Les scientifiques sont les mieux placés pour savoir que l'opposition fondamental / appliqué n'existe pas. Par contre le problème est de savoir si on laisse se développer (ou si on étouffe) les recherches liées au progrès des connaissances, en les évaluant sur la seule base de leur qualité et sans souci, *a priori*, des retombées. C'est bien l'enjeu actuel. C'est l'enjeu de la suppression du CNRS.

Sarkozy

Pouvons nous nous satisfaire de l'organisation « à la française » du système de recherche et d'innovation ? N'y a-t-il pas urgence à en finir avec une organisation désastreuse, qui multiplie les structures et gaspille les moyens.

SNCS-FSU

Il est certain que les banques n'ont pas gaspillé les moyens dans des spéculations hasardeuses, dans les produits financiers, l'immobilier, les achats / ventes d'entreprise, voire le trafic d'armes. Par contre il faut leur reconnaître qu'elle n'ont pris, pendant des décennies, aucun risque pour financer l'innovation. Elles sont aujourd'hui récompensées.

Sarkozy

N'y-a-t-il pas eu assez de rapports décrivant la situation ? Faut-il attendre encore ? Attendre quoi ? Que la situation se dégrade ? Que l'on prenne d'avantage de retard ? Que la crise passe ? Pour que l'on attende la suivante ? C'est pour cela que nous mettons progressivement les universités autonomes au centre du dispositif de recherche et d'innovation et que les organismes de recherche doivent opérer leur transformation en agences de moyens. C'est pour cela que nous allons simplifier l'organisation du CNRS en créant des Instituts internes qui seront des agences de moyens C'est pour cela que nous allons restructurer, intégrer, simplifier l'organisation de la recherche dans les sciences du vivant et de la santé.

SNCS-FSU

Les Instituts internes du CNRS seront des agences de moyens. C'est Sarkozy qui le dit. Il ne s'agit pas de simplification. Il s'agit de créer de nouvelles structures, sous formes d'agence de moyens, entièrement pilotées par l'Etat pour leur thématiques, en enlevant tout rôle des scientifiques élus dans la politique scientifique. C'est bien la mort du CNRS.

Sarkozy

C'est pour cela que nous allons simplifier les règles de la propriété industrielle et que nous allons développer sur chaque site universitaire des structures uniques permettant à tous les acteurs de la recherche et de l'innovation, universités, grandes écoles, organismes de recherche et entreprises, de s'asseoir autour de la même table. C'est pour cela que la Caisse des Dépôts lancera un fonds de valorisation de la propriété intellectuelle issue de laboratoires publics.

SNCS-FSU

Heureusement que toutes les banques ne sont pas privées.

Sarkozy

Il ne s'agit pas de copier des modèles étrangers. Il s'agit de créer les conditions qui permettront à nos meilleurs chercheurs et aux entrepreneurs les plus dynamiques d'obtenir davantage de résultats scientifiques, d'inventer de nouveaux produits, de créer de nouvelles innovations. Voici l'objectif qu'il nous faut atteindre : des universités fortes, partenaires d'organismes modernisés jouant le rôle d'agences de moyens. Des universités ouvertes sur des partenariats industriels.

Mesdames et Messieurs, je me réjouis de voir aujourd'hui rassemblés des acteurs de la recherche publique, des chefs d'entreprises et des responsables de centres de recherche privés.

SNCS-FSU

Effectivement, les organismes sont réduits au rôle d'agence de moyens. Leur fonction d'opérateurs de recherche est appelée à disparaître.

sncs-fsu 26 janvier 2009

Sarkozy

Les moyens engagés ne seront rien si nous ne nous dotons pas d'orientations stratégiques claires pour la recherche et l'innovation. Je l'avais appelé de mes vœux lors d'un discours prononcé pour célébrer le prix Nobel Albert Fert, symbole du mariage même de la recherche fondamentale du plus haut niveau et de l'innovation la plus performante.

SNCS-FSU

Albert Fert a expliqué lui-même que son sujet de thèse n'avait initialement d'autre but que le progrès des connaissances. Il en fut de même du "pompage optique" d'Alfred Kassler qui a débouché sur le laser. Les virus de Montagnier n'avaient apparemment aucun intérêt ... jusqu'à l'apparition du Sida. Sarkozy n'a pas compris qu'on ne programme pas la découverte

Sarkozy

Notre système atomisé conduit à une absence de stratégie nationale pour la recherche et l'innovation. C'est pour contribuer à cette définition que Valérie PECRESSE vous a réuni au sein de 9 groupes de travail. Je tiens à saluer le comité de pilotage de ce chantier capital que Danièle HERVIEU-LEGER a accepté de présider. Je remercie bien sûr tous ceux qui y participent. Ce débat public est indispensable et nous avons souhaité que des responsables d'associations participent aux travaux et que chacun diffuse au maximum l'échange d'informations parce que cela concerne bien sûr toute la société.

SNCS-FSU

Nous sommes pour qu'il y ait une stratégie nationale, à condition que le débat démocratique. A condition aussi que les organismes, les établissements et les laboratoires aient la possibilité de mettre en œuvre une politique scientifique à terme. La destruction des organismes, le fonctionnement toujours plus grand des laboratoires sur des contrats à court terme, vont exactement dans le sens opposé.

Sarkozy

Les résultats de votre travail et de ce débat seront présentés au Gouvernement, Monsieur le Premier ministre, au printemps. Les derniers arbitrages seront alors rendus et nous disposerons pour la première fois dans l'histoire de notre pays et comme tous nos grands concurrents, d'une stratégie nationale de recherche et d'innovation pour les quatre années à venir. Nous afficherons nos grandes priorités nationales. Nous organiserons l'action de l'Etat et sa politique scientifique. L'Etat doit avoir une politique scientifique comme il a une politique économique, sociale, fiscale, pénale. Il doit avoir une politique scientifique. Cette stratégie nationale de recherche et d'innovation sera la clé de voûte de la transformation de notre système. Contrairement à nos mauvaises habitudes, c'est à un changement majeur complet et cohérent que nous vous invitons, au service de cette stratégie nationale qui concernera les acteurs de la recherche, publics et privés.

SNCS-FSU

Le but de cette pseudo-consultation est double :

- faire confirmer par un processus d'apparence démocratique, la démolition de notre système effectué sans discussion, sans même de débat au Parlement.

- faire entériner des décision d'orientation pour l'essentiel déjà décidées, qui renforceront le pilotage étatique via l'ANR et les Agences de moyens, ainsi que le caractère toujours plus "utilitariste" de ces orientations.

Sarkozy

Parfois j'entends dire « il faut faire une pause dans les réformes ». J'ai envie de dire : déjà fatigué ? Quand même, franchement, deux ans de réformes, cela doit être supportable ! D'autre disent « cela va trop vite ». Mais qu'est ce qui va trop vite ? Le monde qui change ? Mais qui peut penser que la France et ses 65 millions d'habitants peut aller moins vite que le mouvement du monde ? Si la France veut peser sur l'organisation du monde du XXIème siècle, il faut qu'elle aille à la vitesse de ce monde. Le risque n'est pas dans le mouvement dès lors que les réformes sont cohérentes et s'articulent autour d'une stratégie. Le risque est dans l'immobilisme. Tout ralentissement dans le rythme des réformes se traduira par un retard que nous paierons très cher. D'ailleurs c'est amusant, ceux qui me disent « cela va trop vite, il faut arrêter » ne contestent pas qu'il y ait des problèmes. On met un peu la poussière sur le tapis et on la laisse pour les autres. Ce qui fait que l'on sera sûr que les autres, ceux qui nous succèderont, auront encore plus de difficultés à porter une réponse à ces questions.

SNCS-FSU

Les lois de la cinétique politicienne selon Sarkozy

Sarkozy

Il est temps d'agir. Toute hésitation serait une faute qui nous serait à juste titre reprochée plus tard. La définition de la stratégie nationale de recherche et d'innovation ira donc de pair avec la poursuite des réformes de notre système d'enseignement supérieur et de recherche. L'élaboration de la feuille de route, du cap et de la destination, ne s'oppose pas, bien au contraire, à l'amélioration des performances du moteur. Je crois que c'est même lié. Le Premier ministre comme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche vont y veiller.

SNCS-FSU

Il est clair que le but de Sarkozy n'est pas de faciliter la tâche de ses successeurs comme il le dit, mais de créer un processus irréversible pour qu'un vote démocratique ne puisse, à l'avenir revenir sur les démolitions effectuées.

Sarkozy

L'immobilisme, pis le recul, nous sont interdits. Nous savons parfaitement que vous êtes les représentants d'un milieu passionnant et donc passionné. Je sais parfaitement que ce que nous venons de décider provoquera des réactions. Mais cela ne m'étonne pas. C'est parce que c'est difficile que cela n'a pas été fait jusqu'à présent. Parce que si cela avait été facile, cela aurait été fait. Donc ce n'est pas la peine de m'indiquer qu'il y aura des difficultés, je le sais. Mais les difficultés que nous aurons à affronter dans le mouvement sont beaucoup plus faciles à surmonter que celles que l'on aura affrontées dans l'immobilisme. L'indécision est l'absence de vision de l'avenir. Il y aura donc la poursuite du mouvement de réforme de la recherche en France. J'ajoute qu'il y aurait quelque singularité à dire : « il y a un malaise dans la recherche ». Publication des résultats, fuite de nos meilleurs chercheurs, fuite des cerveaux, questions que se posent les chercheurs, malaise dans les différents organismes.

SNCS-FSU

Là encore, il faut arrêter les mensonges et la démagogie. La fuite des cerveaux était faible avant Sarkozy, même si la politique suivie depuis 2002 l'a significativement augmentée. C'est Sarkozy qui organise la fuite des cerveaux. La première raison est qu'avec les 6300 CDD de l'ANR, il a organisé la concurrence aux très nombreux post-docs à l'étranger, qui auront donc beaucoup plus de mal à revenir en France. La deuxième raison est qu'en plus, il a diminué l'emploi public. Dans un contexte où Obama a annoncé le doublement de l'investissement de la recherche fondamentale et un énorme effort sur l'enseignement des sciences (l'inverse de ce que fait Sarkozy), il y a gros à parier que les Etats-Unis vont drainer les cerveaux.

sncs-fsu 26 janvier 2009

Sarkozy

Pas assez de résultats, pas assez de qualité de vie au travail, pas assez d'attractivité et on en tire la conclusion qu'on ne fait rien. Que nous regardons. Que l'on commente le malaise. Que l'on décrit le malaise. Que l'on réfléchit sur le malaise. Que l'on pense au malaise. On entretient le malaise. Nous, nous allons y répondre ! Par l'action, par la décision. Nous ne prétendons pas détenir la vérité,c'est bien pour cela que nous nous entourons du maximum de conseils. Je vous garantis que nous avons la volonté d'avancer.

Pour cela avec le Premier ministre nous avons fait d'ailleurs une exception à ce que l'on fait dans les autres domaines. Nous avons commencé à mettre l'argent sur la table et à disposition des organismes avant la réforme. Parce que nous avons parfaitement conscience de toutes les promesses qui ont été faites et en général non tenues. Ainsi, nous tenons des promesses que nous n'avons pas faites. C'est assez rare.

SNCS-FSU

Il est vrai que toutes les promesses de démolition ont été tenues. Par contre pour le 1,8 milliard de plus par an, on aimerait en voir la couleur. Même du quart de cette somme, en euros constants bien sur.

sncs-fsu 26 janvier 2009

Sarkozy

Et personne ne peut dire que l'on fait cette réforme pour faire des économies puisque nous mettons de l'argent en plus. Mais je vous garantis que la volonté que cela bouge, que l'on produise de nouveaux résultats, que les chercheurs soient plus heureux, plus efficaces et que la France débatte chaque année de sa politique de recherche scientifique. C'est quand même un devoir pour la société ! Depuis combien de temps n'avons-nous pas un débat sur quelle était la politique scientifique de la France ? C'est quand même un sujet ! Nous ne pouvons pas investir sur tous les domaines. C'est quand même quelque chose que l'on doit à la démocratie, ce débat.

SNCS-FSU

Sa démocratie a consisté à éliminer tout ce qui est représentatif. Si Sarkozy est riche en vocabulaire, effets de manches et petites phrases assassines, les idées sont pauvres, répétitives et surtout réactionnaires. "La recherche n'a pas de problème de moyens, mais des problèmes de structures" à quoi réponds "l'hôpital n'a pas de problèmes de moyens, mais des problèmes d'organisation". Mais aussi : "En recherche, on ne financera que ce qui est excellent" et son pendant : « Dans le domaine artistique, on ne financera que ce qui est excellent". C'est pourquoi toutes les professions, de la recherche à la justice, se retrouvent dans "l'appel des appels" et travailleront ensemble.

Sarkozy

D'ailleurs il n'y avait pas de débat sur la politique d'immigration. Et d'ailleurs, il y a quelques années, il n'y avait pas de débat sur la politique pénale. D'ailleurs si on avait continué comme cela, il n'y aurait plus eu de débat sur la politique tout court, puisque personne ne s'y intéressait et personne n'y croyait.

Pareil pour la politique européenne. Nous n'avions pas de débat sur la politique européenne, nous avions débat sur des micros sujets, que même ceux qui s'y connaissaient ne comprenaient pas. Je pourrais prendre des exemples. Vraiment, sur l'enseignement supérieur, sur la recherche, sur l'innovation, 2009 sera l'année de l'action et de la réforme

Je vous en remercie !

SNCS-FSU

Sur ce point, Sarkozy a raison, sa politique ne laisse pas indifférent :

elle fait horreur

sncs-fsu 26 janvier 2009